



**Hélène de Kovachich, avocate et médiatrice accréditée**  
1200 McGill Collège, bureau 1100,  
Montréal, Qc,  
H3B 4G7

Cell : +1- 438-402-8955  
[hdek@gomédiation.ca](mailto:hdek@gomédiation.ca)



M<sup>e</sup> Hélène de Kovachich, ancienne présidente du Tribunal administratif du Québec, est considérée comme l'une des pionnières des modes de règlement et de prévention des différends (PRD) au Québec. Elle a présidé plus de 1000 dossiers de médiation privée ou judiciaire à l'échelle nationale et internationale. Avocate, médiatrice, formatrice, auteure, membre du Tribunal de 2006 à 2022, elle agit principalement dans les conflits entre actionnaires et dans le cadre de restructuration d'entreprises et de transfert d'entreprises. Elle est accréditée à titre de médiatrice en matières civiles et commerciales (contentieux de construction, successions, assurances, conflit en milieu de travail, *Autorité des marchés financiers* et -comme juge - en expropriation, fiscalité municipale et affaires sociales). Elle a développé une pratique nationale et internationale (notamment au Canada, aux États-Unis, au Royaume uni, en France, au Mali, au Mexique, au Cambodge, au Maroc, en Haïti, en Inde, en Chine, en Italie et au Burkina Faso). « Distinguished Fellow » de l'Académie internationale des médiateurs (2006). Elle a été invitée par la présidente du "Conseil National de la Médiation" de France pour faire une intervention à l'occasion de leur première séance plénière et partager l'expérience des 30 dernières années des modes de PRD au Québec.

Après avoir pratiqué dans le domaine du droit fiscal (Ministère du Revenu du Québec, Stikeman Elliott), elle a fondé le *Groupe Option Médiation* en 1994. Elle a contribué à la création et a participé à la mise en place de l'un des premiers programmes intégrés de médiation judiciaire devenu référence mondiale dans le domaine : les conférences de règlement à l'amiable (CRA) et le programme de facilitation des procédures pénales au Québec. Elle a formé à la médiation judiciaire des juges du Québec, du Canada et de l'étranger. Au Tribunal administratif du Québec, elle a élaboré et mis en place le premier processus de co-médiation judiciaire en matière d'expropriation et a participé à l'élaboration du processus de conciliation dans la section des affaires sociales. Elle a participé à des activités prônant la mise en place de systèmes de PRD au Canada et à l'étranger, notamment à la création de Front Line Justice (FLJ), un système de justice transitionnelle pour les pays touchés par des conflits et des catastrophes environnementales qui a été mis en place en Haïti et au Mali. Elle a présidé la section nationale de PRD de l'Association du Barreau canadien et a dirigé de nombreux projets de PRD, y compris ceux liés à l'élaboration et à l'adoption de la loi modèle commerciale canadienne basée sur la loi type de conciliation de la CNUDCI. Elle a été membre du conseil d'administration de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) et a reçu en 2006 le prix de la qualité de l'enseignement de la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Co-auteur au Québec du « Guide pratique de médiation » en 1997, et en France de " La médiation administrative, nouveau mode de résolution des litiges" en 2020. Elle est auteur de nombreux articles sur la médiation commerciale et civile, la médiation en droit administratif et l'arbitrage ainsi qu'en médiation familiale. Elle a élaboré le manuel de formation et formé et supervisé des avocats devant être accrédités par le Barreau du Québec à titre de médiateurs familiaux.

M<sup>e</sup> de Kovachich a été mandatée en 2016 par le Conseil des Ministres du gouvernement du Québec pour créer, implanter et diriger la première Clinique de médiation universitaire au Québec à la Faculté de droit de l'Université de Montréal (2016-2019). Tout au long de sa carrière, M<sup>e</sup> de Kovachich a été invitée à plusieurs reprises à prendre la parole devant divers publics locaux, nationaux et internationaux, comprenant étudiants, collègues et confrères, milieux d'affaires et des dignitaires internationaux.